

## Les échanges Est-Sud

Daniel Pineye  
Georges Sokoloff \*\*

Le commerce Est-Sud représente actuellement l'une des tendances les plus vigoureuses des échanges mondiaux : les exportations de l'Est vers les pays en développement se sont accrues à un rythme annuel de 13,3 % au cours de la période 1975-1983, avec ces dernières années un rôle moteur joué par l'URSS. Cependant le volume de ces échanges reste faible, les exportations de l'Est vers le Sud constituent en 1983 1,8 % des exportations mondiales, et ces relations sont très déséquilibrées au détriment des pays en développement. Malgré les difficultés soulevées par l'analyse de ces échanges, cet article en propose une étude statistique puis une approche plus qualitative qui fait la part entre les facteurs économiques et les raisons politiques à l'origine de l'essor de ce commerce.

Les rapports économiques entre l'URSS et le Tiers Monde intriguent les spécialistes occidentaux pratiquement depuis leur origine : lorsque les successeurs de Staline ont rompu avec sa vision des « marchés mondiaux parallèles » et ont lancé, en 1955, la première offensive commerciale soviétique vers le Sud.

Or depuis ces débuts, encore modestes, les choses ont beaucoup progressé. Les pays est-européens se sont mis à épauler l'URSS dans sa recherche de partenaires

---

\* Daniel Pineye est chargé de mission au département « Economies socialistes » du CEPII. Georges Sokoloff est conseiller scientifique au CEPII.

---

économiques au Sud de la planète. Et le nombre même de ces partenaires a considérablement augmenté. Dans les années récentes, le commerce Est-Sud a même pu apparaître comme l'une des tendances les plus dynamiques des échanges mondiaux. Les caractéristiques de ce commerce ne sont d'ailleurs pas sans rappeler, *mutatis mutandis*, celles acquises par le commerce Est-Ouest dans les années 1965-1975. On se trouverait ainsi devant un nouveau segment du commerce mondial.

Pour tenter une évaluation de ce flux d'échanges, on examinera dans cet article, deux questions principales :

— sur la base des données disponibles, que sait-on aujourd'hui du volume des échanges Est-Sud, de leur structure, de leur dynamisme, de leurs conditions d'équilibre ?

— à ce souci descriptif, s'ajoute une question incontournable dès qu'il s'agit du commerce extérieur des pays de l'Est : quels ont été leurs mobiles dans cette affaire ? S'agit-il, comme on le dit souvent, du simple complément commercial d'une stratégie de pénétration politique du Tiers Monde, ou les choses sont-elles plus complexes ?

Une enquête de ce type pose évidemment de nombreux problèmes méthodologiques. La plupart seront évoqués chemin faisant. Il est simplement nécessaire de fournir au départ deux définitions. Par pays de l'Est, on entendra l'URSS et ses six principaux alliés est-européens : Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie. Par pays du Sud, on entendra l'ensemble des pays en voie de développement à économie de marché et les pays communistes en voie de développement, Chine incluse.

## La physionomie des échanges

La définition géographique très simple que l'on vient de donner a besoin d'être amendée dès que l'on aborde la statistique des échanges Est-Sud et ses sources. L'ONU offre des données facilement adaptables au découpage adopté, mais ne fournit pas les détails nécessaires à certaines analyses. Le secrétariat de la CNUCED, pour sa part, délivre des données plus complètes, mais une définition discutable des zones. En particulier, cet organisme place la Turquie parmi les pays développés (en raison de son appartenance à l'OCDE ?) et la Yougoslavie, parmi les pays en développement (en raison de son appartenance au groupe des non-alignés ?). Or la Yougoslavie dispose d'un produit national par habitant double de celui de la Turquie. Et ses exportations vers l'Est (5 milliards de dollars en 1983) sont suffisantes pour

modifier certaines appréciations. Enfin, et c'est évidemment très important, le Secrétariat de la CNUCED n'inclut pas la Chine dans les pays en développement. Sur-tout dans une étude qui met l'accent sur le niveau de développement comme critère de partage entre Nord et Sud, les statistiques du secrétariat de la CNUCED sont donc à manier avec précaution. Aussi ne les avons-nous utilisées, sans correction, que dans les analyses finales sur l'équilibre des échanges, où elles sont irremplaçables. Les données de l'ONU ont été préférées, quant à elles, pour décrire le volume et les tendances des échanges.

## Des échanges relativement marginaux

Comme le montre le tableau 1, les exportations de l'Est vers le Sud ont, en 1983, très légèrement dépassé 33 milliards de dollars, se répartissant en deux-tiers pour l'URSS (22,1 milliards) et un tiers pour l'Europe de l'Est (10,9 milliards).

Ceci représente très peu de choses dans les exportations mondiales de 1983 : 1,8 % du total. De même, ces flux sont considérablement inférieurs — de près de 9 fois — à ceux dirigés vers les pays en développement par les pays industrialisés de l'Ouest (280,6 milliards de dollars). Ces éléments d'appréciation bruts, qui pourraient con-

TABLEAU 1

### Place des échanges Est-Sud dans les échanges mondiaux en 1975 et 1983.

En millions de dollars courants

Exportations \ Importations			Monde	Pays industrialisés	Pays en développement	Pays de l'Est	URSS	Europe de l'Est
		1975		872 692	573 197	209 241	82 579	35 333
	1983		1 806 232	1 166 411	474 035	146 499	68 604	77 895
Pays industrialisés	1975		577 192	402 039	143 886	27 861	13 483	14 378
	1983		1 156 640	823 821	280 631	38 280	24 705	13 575
Pays en développement	1975		218 142	150 958	53 161	10 343	6 276	4 067
	1983		478 548	293 304	160 083	19 950	12 472	7 478
Pays de l'Est	1975		77 358	20 199	12 194	44 374	15 573	28 801
	1983		171 045	49 287	33 033	88 269	31 427	56 842
dont :								
— URSS	1975		33 310	9 582	7 265	16 449		16 449
	1983		91 331	29 996	22 116	39 219		39 219
— Europe de l'Est	1975		44 048	10 617	4 929	27 925	15 573	12 352
	1983		79 714	19 291	10 917	49 050	31 427	17 623

Source : ONU, Bulletin mensuel de statistiques, juin 1983 et juin 1984.

duire à s'interroger sur l'intérêt des échanges Est-Sud, méritent toutefois d'être relativisés, et cela, de deux points de vue au moins :

— ni l'Est, ni même le Sud, ne sont des acteurs majeurs du commerce mondial, si bien que leurs échanges mutuels ont besoin d'être remis dans le contexte de leur propension générale à commercer. On voit alors que les pays en développement acquièrent auprès des pays de l'Est 7 % de leurs importations totales. Et surtout qu'ils représentent pour les pays de l'Est un marché supérieur à 19 % du total de leurs exportations ;

— en outre, ces parts de marché évoluent rapidement. En 1975, les pays en développement ne se fournissaient dans les pays de l'Est qu'à hauteur de 5,8 % de leurs importations totales. Changement bien plus significatif encore, la part du Sud dans les exportations de l'Est a progressé de 3 points et demi en huit ans.

## Des tendances dynamiques

Ces modifications de parts de marché attirent d'elles-mêmes l'attention sur le dynamisme relatif des flux commerciaux Est-Sud. Le tableau 2 permet de l'apprécier, dans une certaine mesure du moins. Il est en effet construit, faute d'autres informations disponibles, sur des valeurs courantes et ne permet donc pas de mesurer les progressions réelles.

Compte tenu de cette réserve, les exportations de l'Est vers le Sud ont représenté, avec une progression annuelle moyenne de 13,3 %, une des tendances les plus vigou-

TABLEAU 2

### Dynamisme comparé des échanges pendant la période 1975-1983.

*Taux de croissance annuels moyens en valeur*

Exportations \ Importations						
	Monde	Pays industrialisés	Pays en développement	Pays de l'Est	URSS	Europe de l'Est
Monde	9,5	9,3	10,8	7,4	8,6	6,4
Pays industrialisés	9,1	9,4	8,7	4,1	7,9	- 0,4
Pays en développement	10,3	8,7	14,8	8,6	9,0	7,9
Pays de l'Est	10,4	11,8	13,3	9,0	9,2	8,9
dont :						
— URSS	13,4	15,3	14,9	11,5	—	11,5
— Europe de l'Est	7,7	7,8	10,5	7,3	9,2	4,5

Source : Calculé d'après le tableau 1.

reuses des échanges mondiaux au cours de la période 1975-1983. Par leur rythme, elles occupent en effet le 2<sup>e</sup> rang mondial, immédiatement après les échanges entre pays du Sud (+ 14,8 % en moyenne annuelle). Ce taux de croissance est nettement supérieur à celui observé pour les exportations de l'Ouest vers les pays du Sud (8,7 %) et, à fortiori, vers les pays de l'Est (4,1 %). Il est à noter que le dynamisme exportateur de la zone orientale vers le Sud est largement attribuable au rôle moteur de l'URSS (+ 14,9 % contre + 10,5 % pour l'Europe de l'Est). Cette caractéristique est récente. Dans les années 1976-1980, c'étaient au contraire les pays est-européens qui se montraient les plus actifs dans l'expansion commerciale de la zone vers les pays en développement.

Autre remarque importante, l'allure rapide des flux d'échanges ne se retrouve pas dans les importations de l'Est en provenance du Sud. Ce dernier courant n'a en effet progressé que de 8,6 % en moyenne annuelle.

### Le déséquilibre des échanges

Les données du tableau 3 sur la structure sectorielle des échanges offrent une explication, au demeurant très classique, des différences de rythme à l'exportation et à l'importation. Ce tableau révèle en effet une « assymétrie structurelle », se traduisant notamment par la présence beaucoup plus marquée des articles manufacturés

TABLEAU 3

#### Structure du commerce extérieur des pays de l'Est avec les pays en développement par grands groupes de produits.

Parts dans le total tous produits en %

	1975	Pays en développement				
		1980	1981	1982	1983	1984*
<i>Importations par groupes de produits</i>						
Produits alimentaires (CTCI 0 + 1 + 22 + 4)	40,7	41,7	45,0	44,8	44,3	43,3
Matières premières d'origine agricole (CTCI 2-22-27-28)	9,6	7,3	7,0	5,7	6,3	6,0
Minerais et métaux (CTCI 27 + 28 + 67 + 68)	11,0	8,8	7,2	6,8	7,2	8,4
Combustibles (CTCI 3)	14,4	16,1	13,0	17,0	17,4	15,4
Articles manufacturés (CTCI 5 à 8 moins 67 + 68)	24,3	25,6	27,4	25,3	24,2	26,2
<i>Exportations par groupes de produits</i>						
Produits alimentaires (CTCI 0 + 1 + 22 + 4)	9,6	7,7	7,4	7,4	5,3	6,8
Matières premières d'origine agricole (CTCI 2-22-27-28)	4,3	3,9	5,7	4,7	4,4	4,1
Minerais et métaux (CTCI 27 + 28 + 67 + 68)	8,4	6,2	5,2	5,5	4,7	5,1
Combustibles (CTCI 3)	8,4	15,4	17,9	17,8	17,4	18,2
Articles manufacturés (CTCI 5 à 8 moins 67 + 68)	49,3	45,4	42,5	40,2	42,8	41,5

\* Données provisoires.

Source : CNUCED, rapport du secrétariat, TD/B/1.063/Add. 1, annexe statistique, juillet 1985.

dans le sens Est-Sud. Encore faut-il remarquer que l'inclusion de la Yougoslavie au nombre des pays en développement (le tableau est d'origine CNUCED) a pour effet d'accroître la part apparente de ces articles dans les exportations du Sud. Autre observation, l'Est a vendu plus de produits énergétiques au Sud qu'il ne lui en a acheté, ce qui a contribué à déséquilibrer les échanges en valeur. Enfin, les pays du Sud ne développent pas leurs exportations de produits alimentaires à la hauteur, bien connue, des besoins d'importation des pays de l'Est dans ce domaine.

Ce sont néanmoins les *implications* du dynamisme inégal des échanges qui sont les plus frappantes. Elles se manifestent par l'accumulation de forts déficits commerciaux au détriment des pays en développement. Ces soldes sont décrits dans le tableau 4. A l'aide de calculs complémentaires sur les années comprises entre 1975 et 1980, on peut estimer que le total des surplus accumulés par les pays de l'Est sur les pays du Sud dans les années 1976-1983 s'élève à 60 milliards de dollars. Plus de la moitié de cet avoir (32,2 milliards) a été acquise depuis 1980. L'URSS en est visiblement la principale bénéficiaire puisqu'elle entre pour les deux-tiers (21,7 milliards) dans la composition des créances récentes de l'Est sur le Sud. Compte tenu de son faible poids économique, la Bulgarie a également joué un rôle très actif.

TABLEAU 4

**Soldes commerciaux des pays de l'Est avec les pays en développement.**

*En millions de dollars courants*

	1960	1965	1970	1975	1980	1981	1982	1983*	1984*
URSS	- 265	+ 376	+ 1 340	+ 541	+ 4 610	+ 2 785	+ 6 565	+ 7 674	n.d.
Bulgarie	- 1	+ 12	+ 58	+ 316	+ 1 031	+ 1 327	+ 1 254	+ 755	n.d.
Hongrie	+ 23	+ 3	- 18	- 60	+ 68	+ 271	+ 285	+ 49	n.d.
Pologne	+ 15	- 52	+ 80	+ 302	- 76	+ 470	+ 912	+ 592	n.d.
RDA	- 7	- 3	+ 90	+ 6	+ 259	+ 618	+ 785	+ 740	n.d.
Roumanie	+ 36	+ 28	+ 74	+ 308	- 2 061	- 185	+ 194	+ 530	n.d.
Tchécoslovaquie	+ 73	+ 58	+ 135	+ 231	+ 557	+ 699	+ 644	+ 824	n.d.
TOTAL	- 126	+ 422	+ 1 759	+ 1 644	+ 4 388	+ 5 985	+ 10 639	+ 11 164	+ 9 724

\* 1983 et 1984 : données provisoires.

Source : données transmises à la CNUCED, par le secrétariat de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU et reprises dans le rapport du secrétariat, TD/B/1.063/Add. 1, op. cit.

La mise en évidence de ces soldes appartient certes encore à la description des échanges. Néanmoins, elle suggère déjà un début d'interprétation des motivations de la politique commerciale de l'Est. Notamment, on en vient très vite à se demander si l'URSS et ses alliés ne cherchent pas à utiliser leurs relations avec les pays en développement pour résorber plus rapidement leur endettement en devises vis-à-vis des pays industrialisés.

Cette hypothèse n'est sans doute pas dénuée de fondements. Néanmoins, elle se heurte à de nombreuses difficultés d'interprétation, et notamment les suivantes :

— comme le tableau 4 permet de le constater aussi, ce ne sont pas les pays est-européens les plus endettés (Pologne, Roumanie, Hongrie) qui obtiennent les soldes positifs les plus substantiels sur leurs partenaires du Sud ;

— malgré l'extension de la pratique des paiements en devises convertibles, une part non négligeable du commerce Est-Sud se fait toujours en clearing. Suivant une estimation faite pour la période récente d'après les sources ONU, les échanges en clearing représenteraient encore 50 % des importations de l'Est et 58 % de ses exportations ;

— même dans le cas d'accords de paiement en devises convertibles, l'accumulation de créances au profit des pays de l'Est ne signifie pas qu'ils bénéficient de rentrées effectives en devises ; on dispose au contraire de nombreux éléments qui donnent à penser que les pays de l'Est se heurtent dans le Tiers Monde aux mêmes problèmes d'insolvabilité des partenaires et de rééchelonnement des dettes, que les pays de l'Ouest ;

— les motivations financières de la politique commerciale des pays de l'Est en direction du Sud peuvent n'être qu'apparentes. En fait une grande partie des flux d'exportation (selon les années, de 45-55 % dans le cas de l'URSS, à 1-2 % dans celui de la Hongrie) n'est pas ventilée dans les statistiques disponibles. Dans nombre de cas où l'URSS et certains de ses alliés livrent du matériel militaire aux pays du Sud, leurs intentions peuvent être considérées comme plus politiques que financières.

Il ressort de ces observations que les mobiles de la politique commerciale des pays de l'Est méritent une investigation plus précise, fondée sur des instruments d'analyse adaptés à leur objet.

## Les mobiles d'échange des pays de l'Est

Pour voir plus clair dans les raisons qui ont poussé les pays de l'Est à développer activement leurs échanges avec le Sud, il n'est en effet guère envisageable de se fier à une seule méthode d'analyse. En cours d'exercice, on a pu constater qu'il fallait changer d'instrument d'investigation, suivant qu'il s'agissait de caractériser globalement le comportement commercial de l'Est vis-à-vis du Sud (en comparaison avec l'Ouest notamment) ou bien d'entrer dans des considérations plus détaillées sur les préférences propres à chaque pays de l'Est.

---

## Les objectifs de la politique commerciale des pays de l'Est

*Sur le plan du principe général*, une enquête sur les spécificités éventuelles de la démarche commerciale de l'Est peut s'appuyer sur une méthode consistant à :

- isoler un certain nombre de caractéristiques, économiques et politiques, des pays en voie de développement ; par exemple : le PNB, la population, la position géographique, le volume du commerce extérieur, les dépenses militaires, les affinités politiques avec l'URSS, etc. ;
- étudier la concentration géographique du commerce extérieur des pays de l'Est (pris ensemble, par groupes ou séparément) sur leurs partenaires en voie de développement ;
- analyser, sous forme de corrélations statistiques, le rapport entre les caractéristiques des pays en développement et l'intérêt commercial plus ou moins grand que leur manifestent les pays de l'Est.

*Sur le plan plus technique* — c'est-à-dire compte-tenu de ce que les données disponibles et les premiers essais de l'enquête permettaient véritablement de réaliser — on a été amené à retenir les éléments d'analyse suivants, parmi les caractéristiques pertinentes — ou « indicateurs » — des pays en voie de développement :

- le PNB en volume, comme indicateur de poids économique ;
- le montant du commerce extérieur, comme indicateur d'ouverture économique sur l'extérieur ;
- la population, indicateur à la fois économique et politique, dans la mesure où elle représente à la fois la taille d'un marché potentiel et les dimensions d'une clientèle politique possible ;
- les affinités politiques avec l'URSS, « chiffrées » au terme d'un travail d'expert consistant à noter les pays de 0 à 20 suivant que leurs relations avec l'URSS peuvent être objectivement considérées comme mauvaises (Israël), moyennes (Nigéria), bonnes (pays à orientation socialiste) ou excellentes (pays en développement du CAEM).

La concentration des efforts commerciaux des pays de l'Est a été appréciée, pour sa part, à l'aide du volume de leur commerce extérieur total (importation + exportation) avec leurs différents partenaires en voie de développement, cumulé sur la période 1976-1980.

La corrélation entre les quatre grands indicateurs retenus pour les pays en déve-

loppement et l'attrait spécifique apparemment produit par chaque indicateur sur l'Est ont été étudiés statistiquement <sup>1</sup>. On a ainsi pu classer ces indicateurs suivant un ordre de pertinence — du meilleur (celui qui rend le mieux compte de la concentration des échanges) au plus mauvais —. Dans ce classement, la place occupée par les affinités politiques dépend fortement de la justesse avec laquelle cet élément a été chiffré (à la fois en termes de jugement politique et de technique de notation). On a toutefois préféré avancer une conclusion, même criticable, sur ce problème, plutôt que de l'éluider.

Cette enquête avait en effet pour but, dans un premier temps au moins, de vérifier une hypothèse intuitive présente à tous les esprits : le comportement commercial des pays de l'Est serait « politique » ; plus politique, en tout cas, que celui des démocraties industrielles. Justement afin de permettre la comparaison, le comportement commercial des Etats-Unis et des six principaux pays industrialisés de l'Ouest — Japon, RFA, France, Canada, Italie, Royaume-Uni — a subi un traitement identique à celui proposé pour l'URSS et ses alliés est-européens. Dans le cas occidental, ce sont les affinités politiques des pays en développement avec les Etats-Unis qui ont évidemment été retenues.

Les principaux résultats obtenus au terme de ce travail apparaissent dans le tableau 5.

TABLEAU 5

Comportements commerciaux comparés à l'égard des pays en voie de développement.

Ordre décroissant de pertinence des indicateurs	Europe de l'Est	URSS	USA	Six pays industrialisés de l'Ouest
Meilleur indicateur	Volume du PNB	Population	Volume du PNB	Volume du commerce extérieur
↑ ↓	Population	Volume du PNB	Volume du commerce extérieur	Volume du PNB
Plus mauvais indicateur	Volume du commerce extérieur	Affinités politiques	Population	Population
	Affinités politiques avec l'URSS	Volume du commerce extérieur	Affinités politiques	Affinités politiques avec les Etats-Unis

Ce tableau appelle trois commentaires rapides :

— comme on pouvait s'y attendre, la démarche commerciale des pays occiden-

1. Sur le détail de cette étude, voir le document de travail CEPII n° 84-10 de septembre 1984.

---

taux tend vers des partenaires essentiellement choisis suivant des critères économiques : PNB, importance du commerce extérieur ;

— comme on pouvait s'y attendre moins, la stratégie commerciale des pays de l'Est en général n'apparaît pas déterminée par des critères politiques, et cela malgré l'inclusion dans le champ de l'analyse des pays communistes en développement. Notamment, les « affinités politiques » ne représentent un critère pertinent ni dans le cas de l'Europe de l'Est, ni même dans celui de l'URSS ;

— dans ce dernier cas, au moins peut-on dire que le critère des affinités politiques n'est pas le plus mauvais. De même, l'inscription au premier rang de l'indicateur démographique laisse-t-elle planer sur le comportement commercial de l'URSS une ambiguïté, inhérente à cet indicateur, et qu'on a déjà relevée ;

— s'agissant du groupe des pays est-européens, souvent considérés comme de simples relais de la pénétration soviétique dans le Tiers Monde, le résultat est assez surprenant. Leur démarche reste sans doute légèrement différente de celle des pays occidentaux, comme le suggère la seconde place prise par le critère démographique. Mais elle doit être considérée comme largement déterminée par des considérations économiques.

## **Les préférences spécifiques aux divers pays est-européens**

Le cas de l'Europe de l'Est nous a d'ailleurs semblé suffisamment intéressant pour justifier une analyse approfondie, visant à déceler d'éventuelles différences de démarche au sein du groupe est-européen et, au-delà, à mieux cerner la nature des buts économiques poursuivis par chaque membre de ce groupe.

A cette fin, on a d'abord tenté d'appliquer une méthode d'investigation identique à celle retenue au point précédent. Cet essai, dont les résultats sont consignés dans le tableau 6, s'est révélé décevant. La hiérarchie des critères varie en effet fort peu d'un pays à l'autre.

Aussi s'est-on tourné vers une autre approche du problème. Elle consiste à établir la liste des pays en développement sur lesquels les nations est-européennes ont concentré l'essentiel de leur effort commercial vers le Sud ; puis à déduire de l'identité de ces partenaires privilégiés, l'attrait spécifique qu'ils ont pu exercer sur chaque pays est-européen.

TABLEAU 6

Comportements commerciaux comparés des six pays est-européens à l'égard du Sud.

Ordre décroissant de pertinence	Bulgarie	Hongrie	Pologne	RDA	Roumanie	Tchécoslovaquie
Meilleur indicateur	Volume du PNB	Volume du PNB	Population	Population	Volume du PNB	Volume du PNB
↑ ↓	Population	Population	Volume du PNB	Volume du PNB	Population	Population
	Volume du commerce extérieur					
Plus mauvais indicateur	Affinités politiques					

Le tableau 7 où l'URSS figure également pour mémoire, fournit le document d'appui de ce travail <sup>2</sup>. On peut d'abord constater que les échanges des pays de l'Est avec le Sud se concentrent sur une vingtaine de pays en développement. Ces pays accaparent une proportion du commerce total avec le Sud variant de 88,8 % dans le cas de la Bulgarie à 72,9 % dans celui de la Hongrie.

L'étroitesse relative de cette liste commune ne signifie pourtant pas que chaque pays est-européen y privilégie, dans le même ordre, les mêmes partenaires. On observe ainsi que les suffrages des Bulgares vont à la Libye (19,7 % de ses échanges totaux avec le Sud) ; les Hongrois préfèrent l'Irak (13,7 %), les Polonais — le Brésil (17,6 %), les Allemands de l'Est — Cuba (15,3 %) ; les Roumains font une large place à l'Iran (15,7 %).

Or, ces pays d'élection diffèrent beaucoup les uns des autres, politiquement comme économiquement. Et la remarque est vraie non seulement des « têtes de liste », mais aussi de l'ensemble des douze principaux partenaires de l'Europe de l'Est. On peut en effet y distinguer trois types de pays :

- les pays pétroliers, membres de l'OPEP : Algérie, Irak, Iran et Libye ;
- les pays communistes en développement (PCED) : Corée du Nord, Cuba, Mongolie et Vietnam ;

*2. Le tableau a été établi sur une base où le commerce global de tous les pays est-européens avec tous les pays en développement est égal à 100. Pour clarifier l'exposé, on se référera plutôt, dans le texte, à des taux exprimant la part des pays en développement dans le commerce total de chaque pays de l'Est avec le Sud.*

TABLEAU 7

Classement des principaux partenaires de l'Est dans le Tiers Monde pendant la période

Clas- sement	Bulgarie		Hongrie		Pologne		RDA	
	Pays	%	Pays	%	Pays	%	Pays	%
1 <sup>er</sup>	Libye	2,3	Irak	1,6	Brésil	3,1	Cuba	2,3
2 <sup>e</sup>	Cuba	2,0	Brésil	1,6	Irak	1,8	Irak	2,1
3 <sup>e</sup>	Iran	1,1	Iran	1,0	Libye	1,3	Brésil	1,2
4 <sup>e</sup>	Irak	0,8	Turquie	0,7	Inde	1,2	Egypte	1,1
5 <sup>e</sup>	Turquie	0,8	Cuba	0,6	Iran	1,2	Inde	0,9
6 <sup>e</sup>	Algérie	0,6	Inde	0,4	Turquie	0,8	Syrie	0,9
7 <sup>e</sup>	Inde	0,4	Algérie	0,4	Maroc	0,7	Vietnam	0,7
8 <sup>e</sup>	Syrie	0,4	Egypte	0,3	Cuba	0,6	Algérie	0,6
9 <sup>e</sup>	Vietnam	0,3	Libye	0,3	Argentine	0,5	Iran	0,5
10 <sup>e</sup>	Egypte	0,3	Syrie	0,3	Egypte	0,5	Argentine	0,4
11 <sup>e</sup>	Brésil	0,3	Liban	0,3	Algérie	0,5	Corée du Nord	0,3
12 <sup>e</sup>	Corée du Nord	0,2	Vietnam	0,2	Corée du Nord	0,4	Turquie	0,3
13 <sup>e</sup>	Maroc	0,2	Malaisie	0,2	Vietnam	0,3	Libye	0,3
14 <sup>e</sup>	Liban	0,2	Pakistan	0,2	Syrie	0,2	Mongolie	0,2
15 <sup>e</sup>	Mongolie	0,1	Mongolie	0,1	Malaisie	0,2	Liban	0,2
16 <sup>e</sup>	Argentine	0,1	Argentine	0,1	Pakistan	0,2	Malaisie	0,1
17 <sup>e</sup>	Malaisie	0,1	Corée du Nord	0,1	Liban	0,2	Maroc	0,1
18 <sup>e</sup>	Pakistan	0,1	Maroc	0,1	Mongolie	0,1	Pakistan	0,0
19 <sup>e</sup>	Afghanistan	0,0	Ghana	0,1	Afghanistan	0,0	Ghana	0,0
20 <sup>e</sup>	Ghana	0,0	Afghanistan	0,0	Ghana	0,0	Afghanistan	—
Σ des 80 autres pays	1,3		3,2		3,9		2,8	
TOTAL des pays	11,6		11,8		17,7		15,0	

Source : *Annuaire du commerce extérieur des pays de l'Est.*

— Enfin l'Argentine, le Brésil, l'Inde et la Turquie ; ils ont pour point commun partiel d'exporter des produits agricoles et sont plus généralement caractérisés par un volume de PNB honorable et une certaine maturité technologique ; on les qualifia de « pays économiquement importants » (PEI).

Ces trois groupes de pays forment à eux seuls près des deux tiers (64,1 %) des échanges des six avec les PED (Bulgarie 77,6 %, Hongrie 60,2 % ; Pologne 66,6 % ; RDA 65,3 % ; Roumanie 62,5 % ; Tchécoslovaquie 56,4 %). Ils sont donc représentatifs. Mais tout l'intérêt vient de ce que chacun des groupes n'intéresse pas également chaque pays de l'Est. Le tableau 8 permet de s'en convaincre.

Un seul pays, la RDA fait un effort particulier en direction du groupe des PCED, dans lequel l'URSS est la plus fortement engagée (46,5 % contre 15,1 % aux membres de l'OPEP et 17,3 % aux exportateurs de technologie). Qu'elle commerce avec

1976-1980

Clas- sement	Roumanie		Tchécoslovaquie		Europe de l'Est		URSS	
	Pays	%	Pays	%	Pays	%	Pays	%
1 <sup>er</sup>	Irak	4,9	Brésil	1,3	Irak	12,1	Cuba	32,5
2 <sup>e</sup>	Iran	4,5	Cuba	1,2	Iran	9,3	Inde	8,8
3 <sup>e</sup>	Libye	2,9	Egypte	1,2	Brésil	8,1	Irak	7,4
4 <sup>e</sup>	Syrie	2,1	Syrie	1,1	Libye	7,9	Mongolie	6,3
5 <sup>e</sup>	Egypte	1,8	Iran	1,0	Cuba	7,1	Iran	4,3
6 <sup>e</sup>	Turquie	1,7	Inde	0,9	Egypte	5,2	Vietnam	4,1
7 <sup>e</sup>	Inde	1,1	Irak	0,9	Syrie	5,0	Argentine	4,0
8 <sup>e</sup>	Liban	1,1	Libye	0,8	Turquie	4,8	Corée du Nord	3,6
9 <sup>e</sup>	Algérie	1,0	Turquie	0,7	Inde	4,8	Egypte	3,5
10 <sup>e</sup>	Brésil	0,7	Vietnam	0,4	Algérie	3,4	Afghanistan	2,4
11 <sup>e</sup>	Maroc	0,6	Argentine	0,4	Liban	2,3	Brésil	2,3
12 <sup>e</sup>	Argentine	0,4	Liban	0,4	Vietnam	2,2	Turquie	2,2
13 <sup>e</sup>	Corée du Nord	0,4	Mongolie	0,3	Maroc	1,9	Libye	2,1
14 <sup>e</sup>	Cuba	0,3	Corée du Nord	0,2	Argentine	1,9	Syrie	2,0
15 <sup>e</sup>	Vietnam	0,3	Afghanistan	0,2	Corée du Nord	1,6	Malaisie	1,3
16 <sup>e</sup>	Malaisie	0,2	Malaisie	0,2	Malaisie	1,0	Algérie	1,3
17 <sup>e</sup>	Pakistan	0,2	Algérie	0,2	Mongolie	0,9	Maroc	1,1
18 <sup>e</sup>	Mongolie	0,1	Maroc	0,2	Pakistan	0,8	Pakistan	1,0
19 <sup>e</sup>	Ghana	0,1	Pakistan	0,1	Afghanistan	0,3	Ghana	1,0
20 <sup>e</sup>	Afghanistan	—	Ghana	0,0	Ghana	0,2	Liban	0,1
Σ des 80 autres pays	4,9		3,0		19,2		19,4	
TOTAL des pays	29,3		14,7		100,0		100,0	

ce groupe autant qu'avec les pays pétroliers (23,3 %), et plus qu'avec les « pays économiquement importants » (18,7 %), souligne l'attention que porte la RDA au respect des principes de la solidarité internationaliste avec l'URSS.

A l'opposé de cette démarche, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie semblent assez peu se soucier des PCED, vers lesquels elles n'orientent, respectivement, que 8,5 %, 7,9 % et 3,8 % de leurs échanges avec le Sud. Leurs approches sont incontestablement beaucoup plus pragmatiques. Elles ne se distinguent les unes des autres que par l'accent mis soit sur les pétroliers (Hongrie 28 %, et Roumanie 45,4 %), soit sur la recherche des débouchés industriels auprès des PEI (Pologne 31,6 %).

Entre ces deux stratégies, les Bulgares et les Tchécoslovaques semblent avoir adopté des voies moyennes. La Bulgarie est très engagée envers le groupe des pétroliers (41,4 % de ses échanges avec les PED), mais privilégie les pays communistes en déve-

loppement (22,4 %) au détriment des PEI (13,8 %). La Tchécoslovaquie tend plutôt à rechercher un équilibre entre les trois groupes de pays (OPEP 19,7 %, PEI 22,4 % et PCED 14,3 %).

TABLEAU 8

**Engagement économique comparé des pays de l'Est dans les trois principales catégories de pays en développement.**

	Bulgarie	Hongrie	Pologne	RDA	Roumanie	Tchécoslovaquie	URSS
Membres OPEP : Algérie, Irak, Iran, Libye	41,4	28,0	27,1	23,3	45,4	19,7	15,1
Pays économiquement importants : Argentine, Brésil, Inde, Turquie	13,8	23,7	31,6	18,7	13,3	22,4	17,3
Pays communistes en développement : Corée du Nord, Cuba, Mongolie, Vietnam	22,4	8,5	7,9	23,3	3,8	14,3	46,5
Autres pays en développement	22,4	39,8	33,4	34,7	37,5	43,6	21,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Calculé d'après le tableau 7.

Le concept de « voie moyenne » étant peu satisfaisant en fait, les stratégies tchécoslovaques et bulgares nous ont paru devoir faire l'objet d'une interprétation plus poussée. Pour la réaliser, on a cherché à mesurer la conformité plus ou moins grande des politiques commerciales est-européennes au comportement soviétique en matière de choix des partenaires. On se souvient que les 7 pays ont 20 partenaires communs. Parmi les 15 premiers partenaires de l'URSS, certains « manquent » déjà aux divers pays est-européens ; à fortiori parmi les 10, puis les 5 partenaires privilégiés de l'URSS. Des « points » ont été retirés aux pays est-européens à chaque fois qu'ils ne choisissent pas, sur des listes de plus en plus étroites, les mêmes partenaires que l'URSS. En outre, un point de pénalité supplémentaire a été donné lorsque le partenaire non retenu par le pays est-européen est notoirement « ami » (socialiste ou à orientation socialiste) ; et un de plus encore, s'il figure parmi les cinq premiers partenaires de l'URSS. On peut alors dresser un classement des pays est-européens dans lequel les moins pénalisés sont ceux qui suivent au plus près la logique soviétique de choix des partenaires (tableau 9).

Ce tableau suggère qu'en termes de conformité au « modèle » soviétique, la Tchécoslovaquie serait en fait l'égale de la RDA et que la Bulgarie suit de très près ces deux premiers pays.

TABLEAU 9

**Conformité des pays est-européens au comportement soviétique suivant la clientèle privilégiée dans les pays du Sud.**

Classement	Pays	Cumul des points	Liste des 15 premiers partenaires	Liste des 10 premiers partenaires	Liste des 5 premiers partenaires
Conformité absolue		0	0	0	0
	RDA	- 13	- 3	- 7	- 3
	Tchécoslovaquie	- 13	- 4	- 8	- 1
	Bulgarie	- 15	- 3	- 8	- 4
	Hongrie	- 18	- 3	- 10	- 5
	Pologne	- 19	- 5	- 9	- 5
	Roumanie	- 25	- 6	- 13	- 6
Divergence absolue		- 47	- 22	- 17	- 8

Source : Calculé d'après le tableau 7.

## Conclusions

L'analyse proposée dans cet article du comportement commercial des pays de l'Est vis-à-vis du Sud met en évidence une incontestable diversité des démarches nationales.

De toutes, la stratégie de l'URSS apparaît la plus « politique ». Et le fait est loin d'être sans importance compte tenu du poids, qui s'est d'ailleurs accru au cours de ces dernières années, de l'Union soviétique dans le commerce de toute la zone avec les pays en développement.

L'action menée par la RDA, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie est déjà différente dans ses motivations, tout en restant relativement proche de celle de l'URSS. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres (propension aux réformes, ouverture aux échanges avec l'Ouest, participation active au pacte de Varsovie...) ces trois pays ont une façon de manifester leur intérêt national qui les conduit à resserrer leurs liens avec les Soviétiques. Par contraste, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie ont

---

visiblement adopté une attitude très pragmatique et avant tout soucieuse de préoccupations économiques.

Il reste cependant que, dans l'ensemble, ces *préoccupations économiques sont prédominantes pour tous les pays de la zone, URSS comprise*. Et l'opposition que l'on cherche toujours à souligner entre les mobiles politiques de l'Est et les motivations économiques de l'Ouest est loin d'apparaître très tranchée : du moins tant qu'il ne s'agit que de commerce, et à la lumière des instruments d'analyse que nous avons utilisés.

Si cette conclusion est exacte, elle fait ressortir un important problème. Parmi les traits les plus frappants de la physionomie des échanges Est-Sud, on trouve un lourd déséquilibre commercial. Celui-ci suggère que les pays en développement sont très endettés vis-à-vis des pays de l'Est ; donc que l'expansion future des échanges entre les deux groupes de pays risque de se heurter à une contrainte financière de plus en plus forte. Quels que soient les arrangements financiers envisageables, il semble douteux que les échanges Est-Sud puissent à la fois conserver leur logique économique et rester un segment dynamique du commerce mondial sans un changement d'allure des flux d'échange. Les pays en développement devront soit ralentir leurs importations (ce à quoi ils s'efforcent visiblement depuis 1983), soit trouver de nouveaux débouchés auprès des pays de l'Est (ce qui est difficile, car l'Est a au contraire entrepris de restreindre fortement ses achats).

Dans l'état actuel de l'information, la mise en évidence de débouchés possibles pour les produits du Sud se révèle impraticable. En effet, on dispose vraiment de trop peu de données sur la structure détaillée du commerce de chacun des pays socialistes avec leurs partenaires. Dans certains cas — celui de la RDA principalement — il est impossible de reconstituer ne serait-ce que la ventilation géographique des importations et des exportations. La collecte et le traitement des informations nécessaires pourraient très bien être effectués par l'organisation internationale apparemment la plus adaptée à ce genre de tâche, c'est-à-dire la CNUCED. Par la mise au point d'un véritable rapport analytique sur les échanges Est-Sud, celle-ci pourrait jouer un rôle analogue à celui rempli en 1970 par la Commission économique pour l'Europe de l'ONU en faveur des échanges Est-Ouest.